



L'éducation sera inclusive ou ne sera pas

L'adaptation des univers scolaire, périscolaire et extrascolaire pour accueillir non seulement les enfants porteurs de handicap mais aussi tous ceux qui rencontrent des difficultés psychologiques, sociales, culturelles ou linguistiques particulières fait enfin son chemin en France. Au bénéfice de tous.

Même si bien des familles sont encore réticentes à ce que leur progéniture côtoie des enfants handicapés à l'école ou dans les activités périscolaires, les données scientifiques attestent que l'inclusion bénéficie à tous les enfants, ordinaires ou « extraordinaires ». De fait, dans les lieux éducatifs inclusifs, sous réserve d'une pédagogie adaptée, les enfants en général se montrent accueillants et solidaires vis-à-vis de leurs camarades « différents ». Beaucoup d'animateurs et d'enseignants y voient un plus en termes d'apprentissage des valeurs civiques. La Finlande, l'Italie, la Grande-Bretagne ou certains états canadiens notamment ont d'ailleurs déjà pris cette orientation et leurs résultats brillent plus que les nôtres dans les études et les classements internationaux.

Les réseaux jouent le jeu

Longtemps exclus de l'enseignement, les jeunes handicapés ont été invités à s'y « intégrer » par une loi de 1975. Faute d'une obligation de les accueillir à l'école et de moyens de le faire, ils sont toutefois souvent demeurés chez eux, en milieu hospitalier, dans des institutions ou des associations du secteur médico-social. C'est la loi Handicap de février 2005 qui a rendu obligatoire leur scolarisation en milieu ordinaire et a mis en avant la notion d'inclusion. « La différence entre intégration et école inclusive est avant tout de principe », indique Serge Thomazet, enseignant chercheur à l'Espé Clermont Auvergne. « Dans la logique intégrative, les enfants doivent s'adapter à l'école ordinaire avec l'aide de dispositifs spécialisés. Dans la logique inclusive, c'est à l'école de s'adapter pour apporter une réponse scolaire au plus près des besoins de chaque élève. » La place des familles est déterminante. D'abord pour qu'elles osent la scolarisation en milieu ordinaire, alors que ce sont souvent les associations que des familles avaient initiées qui hébergeaient et instruisaient les enfants « en institutions ». Les grands réseaux médico-sociaux comme l'Unapei jouent désormais à fond le jeu de l'inclusion scolaire mais il reste difficile de motiver les familles pour qu'elles confient leurs enfants aux accueils de loisirs inclusifs. D'après la récente concertation nationale « famille et handicap », 38 % des familles déclarent ne pas disposer de modes de garde le mercredi et pendant les vacances pour leurs enfants porteurs de handicap et près d'une famille sur deux ne formule même pas de demande pour accéder aux activités périscolaires. L'éducation inclusive demeure donc un enjeu de société pour soulager les familles, changer le regard sur le handicap et épanouir ensemble tous les enfants.

L'Éducation nationale veut un saut qualitatif

Le ministère de l'Éducation nationale a entrepris de rattraper son retard. Il conduit, jusqu'en février 2019, la concertation « Ensemble pour une école inclusive », menée conjointement avec le secrétariat

d'État chargé des personnes handicapées. L'objectif est de parvenir avant quatre ans, à une « école de la République pleinement inclusive », d'opérer un « saut qualitatif majeur » en matière de scolarisation des enfants en situation de handicap, en s'appuyant notamment sur les collectivités territoriales, les associations, les parents concernés. Le premier axe de concertation concerne les attentes des familles et des associations en vue de « simplifier le processus de scolarisation, de rétablir une relation de confiance entre l'école et les familles à partir d'un projet personnalisé de scolarisation (PPS) revisité et d'envisager la création de pôles ressources dans les établissements scolaires ». Un autre axe vise à compléter la mise en œuvre des pôles inclusifs d'accompagnement localisé (Pial) expérimentés depuis cette année dans toutes les académies pour soutenir dans les établissements scolaires et les unités localisées pour l'inclusion scolaire (Ulis) la mise en place et la coordination des aides humaines, pédagogiques, médicales et médico-sociales indispensables.

Les AESH peinent à être recrutés

Le troisième axe est celui qui coince le plus pour l'instant : la mise en place d'un « métier d'accompagnant attractif avec des perspectives d'avenir ». Pour l'heure, les accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH) peinent à être recrutés au niveau Bac exigé, à être pérennisés, ou à obtenir suffisamment d'heures de travail pour vivre décemment. Conséquence, ce sont des Atsem, pas toujours formées à l'accompagnement des élèves, qui doivent compenser ce manque. Cette pénurie est pour beaucoup de familles le principal frein à la scolarisation de leurs enfants handicapés. Mais des évolutions se profilent pour redessiner ce véritable métier et le sortir de

Un manifeste en janvier

À l'occasion de son congrès annuel qui s'est déroulé à Saint-Étienne, du 28 au 30 novembre 2018, sur le thème « Éducation inclusive : un projet de société ? », l'Andev, renommée Association nationale des directeurs et des cadres de l'éducation des villes et des collectivités territoriales a annoncé la publication d'un manifeste en faveur de l'éducation inclusive. Il devrait être finalisé courant janvier 2019. Pour l'Andev, le monde scolaire et le monde périscolaire ou extrascolaire doivent se rejoindre. « Nous devons être dans un changement de paradigme. L'inclusion, c'est d'abord une transformation qui doit intervenir auprès de l'école et des services publics d'éducation. C'est à eux de s'adapter. Chaque enfant ne relève pas d'une seule catégorie et tous, à un moment, peuvent passer par une période troublée. L'inclusion doit donc être attentive à tous les enfants, s'ouvrir aux situations particulières de chacun. C'était d'ailleurs déjà une des ambitions de la réforme des rythmes éducatifs et il est bon de le rappeler. Séparer scolaire et périscolaire, c'est là encore enfermer les enfants dans des cases. La coopération des acteurs doit conduire à dépasser ce clivage autour d'un chef de file qui reste à identifier », indique sa présidente, Rozenn Merrien.



la précarité : 30 000 parcours emploi compétences (PEC) sont budgétés, des nouvelles formations et qualifications sont à l'étude et les postes pourraient évoluer vers des pleins-temps, en intervenant aussi dans le cadre périscolaire (Plan mercredi notamment). Ne plus attacher la fonction d'AESH à un enfant mais à tous les élèves en difficulté d'une classe est une autre piste de travail, souhaitée par les enseignants.

Un succès pour ceux qui osent

Côté collectivités, il reste énormément à faire. Selon la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf), « le niveau de fréquentation des enfants en situation de handicap dans les accueils de loisirs est aujourd'hui cinq fois inférieur à la fréquentation de l'ensemble des enfants ». La situation n'est guère meilleure dans les crèches et autres établissements d'accueil du jeune enfant : 0,7 % du public relève du handicap alors qu'environ 2 % d'une classe d'âge sont concernés. Si les problèmes logistiques sont assez aisément résolus, la mobilisation de ressources médicales et médico-sociales est souvent plus compliquée, tout comme la formation des professionnels. Plus

difficiles encore sont l'organisation et la compréhension du travail en équipes pluridisciplinaires, surtout si elles ont l'intelligence d'associer les familles. Le succès est pourtant au rendez-vous pour les accueils de loisirs qui osent. À Fontaine (Isère), par exemple, la municipalité et la CAF soutiennent l'association Loisirs Pluriel Porte des Alpes, créée en 2013 par des parents d'enfants handicapés : un centre de loisirs mixte, implanté dans des locaux scolaires, qui accueille les mercredis et pour les vacances une soixantaine d'enfants, dont plus de la moitié sont porteurs de handicap. Dirigée par une éducatrice spécialisée, et avec un taux d'encadrement d'un animateur pour trois enfants, la structure affiche complet et s'en félicite : « chez nous, des enfants autistes jouent avec des enfants trisomiques, des enfants polyhandicapés éclatent de rire avec les enfants valides. À Loisirs Pluriel, c'est la garantie inconditionnelle de l'accueil de tout enfant, car chacun a droit de vivre et grandir au milieu de ses pairs ».

S'appuyer sur le décroisement amorcé

L'éducation inclusive ne saurait se contenter de la juxtaposition des efforts de l'Éducation nationale et des collectivités. Tout comme elle ne peut s'accommoder d'une étanchéité entre les dispositifs d'accueil des jeunes enfants, les dispositifs scolaires et les activités péri et extrascolaires. Le pari est, à l'échelle d'un territoire suffisamment peuplé sans être trop vaste – souvent une intercommunalité – de développer une offre scolaire et périscolaire coordonnée n'excluant aucun enfant et bénéficiant à tous. Les progrès de l'éducation inclusive devront en ce sens s'appuyer sur le décroisement amorcé ces dernières années par l'aménagement du temps scolaire, les temps d'animation périscolaires (TAP) et les projets éducatifs de territoire (PEDT). Le dialogue et l'action commune entre écoles et collectivités s'y étaient renforcés et devraient continuer à fédérer les acteurs éducatifs autour des besoins de chaque enfant.

■ **Jean-Dominique Delaveau,**
formateur et consultant en éducation populaire

321 476 élèves handicapés scolarisés

À la rentrée 2017, selon le ministère, on comptait 321 476 élèves handicapés scolarisés, parfois juste quelques heures, dans les écoles publiques et privées, dont 181 158 dans le premier degré. Le public potentiel est de plus de 400 000 élèves, sans compter ceux, très nombreux, porteurs de déficiences légères mais justifiables d'un accompagnement spécifique. Le taux de scolarisation croît nettement ces dernières années mais reste faible comparé à d'autres pays si on songe que c'est depuis 2005 que s'applique l'obligation scolaire en milieu ordinaire.



© Jaren Wicklund-AdobeStock

Pour en savoir plus

« Comprendre l'inclusion scolaire », d'Annick Ventose-Y-Font et Julien Fumey, éditions Canopé.

« Un guide pour assurer l'inclusion et l'équité dans l'éducation, publié par l'Unesco », 2017, bit.ly/2LCADSm

« 20 propositions pour développer l'accès et la participation des enfants et adolescents en situation de handicap aux accueils de loisirs », rapport au défenseur des droits, bit.ly/2Shwo10



« Le concept de handicap n'a pas de sens dans l'éducation »

Serge Thomazet, enseignant chercheur à l'Espé Clermont Auvergne, membre du laboratoire Acté, responsable du Master Scolarisation et besoins éducatifs particuliers

Qu'est-ce qui distingue un enseignement adapté d'un enseignement inclusif ?

Depuis que la loi de 1975 l'a encouragée, l'intégration a pris des formes très différentes. Parfois minimales pour permettre aux enfants handicapés de partager des locaux avec les autres enfants sans que cette cohabitation mette réellement en relation les uns avec les autres. D'autres fois, l'intégration sociale a permis que des enfants handicapés partagent certaines activités avec les autres : repas, récréation, séquences en classe... Au mieux, des enfants handicapés ont pu être engagés dans les mêmes activités d'enseignement que les autres élèves. Dans tous les cas, cependant, l'intégration ne supposait pas d'adaptation majeure de l'école à ces publics « différents » : c'est plutôt l'enfant qui devait s'adapter grâce à des dispositifs de compensation. Or, l'intégration fonctionne lorsque l'écart entre les besoins de l'enfant à besoins particuliers et ceux des autres enfants n'est pas trop important, notamment du point de vue cognitif. Mais plus l'écart est important, plus la situation est difficile à gérer pour les enfants comme pour les enseignants, les parents et les professionnels accompagnateurs. Le temps passant, de nombreux enfants handicapés sont marginalisés par une scolarité qui ne fait pas l'effort de se diriger vers eux. Dans l'approche inclusive, c'est à l'école de s'organiser pour trouver les aménagements permettant une scolarité au mieux des besoins de tous les élèves.

L'éducation inclusive, c'est donc pour tous les enfants ?

Le concept de handicap, qui peut avoir sa pertinence dans d'autres champs comme la santé ou le droit, n'en a pas dans le champ de l'éducation. Certains élèves non handicapés ont des difficultés très proches de celles d'élèves handicapés et certains élèves handicapés suivent une scolarité tout à fait ordinaire. Beaucoup de pays ont proposé une autre forme de catégorisation qui repose sur les besoins scolaires des élèves et non plus sur les caractéristiques de leur handicap ou l'origine de leurs difficultés. Ce concept de besoins éducatifs particuliers a l'avantage de s'éloigner du modèle médical centré sur l'individu et ses déficiences. L'école inclusive suppose de partir des besoins des élèves et de les prendre

en compte dans un cadre ordinaire. Ordinaire prend alors un tout autre sens que « même enseignement pour tous ». Il s'agit de dispositifs plus modulaires permettant à certains moments de la journée une recombinaison des groupes, offrant à chaque enfant l'opportunité de travailler un domaine correspondant à ses besoins, spécialisés ou non. Ces transformations sont cependant difficilement envisageables dans le cadre limité d'une classe. C'est l'établissement voire le cadre du système scolaire et périscolaire qui doivent se transformer ensemble. Le problème, c'est que notre école a été construite pour repérer des élites et qu'on demande aujourd'hui d'inclure tous les enfants. Cela ne peut se faire sans transformations importantes.

Y compris au niveau du métier d'enseignant ?

Dans le cadre actuel, les enseignants ont du mal à offrir aux enfants qui ont des besoins particuliers des situations où ils sont réellement en apprentissage sur un temps suffisant de la journée. Ces enfants ont besoin de plus d'école, du fait de leurs difficultés. Or, on leur en offre souvent moins. Pourtant, beaucoup d'enseignants savent déjà très bien adapter leurs pratiques à des élèves de niveaux très différents. L'inclusion est donc tout à fait possible sans révolution du métier d'enseignant. On peut aussi les aider à limiter les difficultés de l'individualisation en leur apprenant à travailler en équipes et à identifier les ressemblances interindividuelles pour proposer ensuite des travaux par groupes d'élèves. Il faut libérer du temps pour que les équipes se forment et coopèrent avec leurs différents partenaires. Car cela ne concerne pas que les enseignants. Il est très important de rapprocher les métiers qui historiquement se sont construits en opposition : école, santé, éducatif et social. Il faut former, co-éduquer ensemble les professionnels nécessaires à la construction de l'éducation inclusive. De telles formations existent et dans de nombreux pays, y compris le nôtre, des équipes pédagogiques et médico-éducatives ont montré que l'école inclusive était possible. Il s'agit maintenant de passer de l'« expérimentation » à la généralisation ».

Propos recueillis par **Jean-Dominique Delaveau**